

écco



EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP13 - MOP3, Bali, Décembre 2007.

Bali et Hawaï : deux îles, deux esprits !

Les uns après les autres, les ministres européens se sont enfin décidés à enterrer le « Major Economies Meeting » (MEM). Les appels lancés par la France et l'Allemagne avaient été clairs : pas d'issue positive à Bali, pas de MEM !

Alors que Paris doit accueillir en février la 3^e réunion des grands émetteurs, M. Borloo, ministre de l'Environnement français, avait posé les conditions sine qua non

de la tenue de la réunion dans son discours en plénière de mercredi : les discussions du MEM n'ont pas lieu d'être si elles ne portent pas sur les engagements quantifiés de réduction d'émissions.

Le ministre de l'Environnement

allemand a d'ailleurs renchéri hier midi en annonçant, suite à une réunion informelle des ministres européens, que si Bali n'enregistrait pas d'« avancées substantielles » l'UE ne se rendrait pas à Hawaï en janvier, où est prévue la deuxième réunion du MEM. Cette annonce a été confirmée hier par Humberto Rosa, secrétaire d'Etat à l'Environnement du Portugal et chef de file de la délégation européenne. Il préviendrait que « sans accord à Bali, aller à Hawaï n'aurait aucun sens. »

L'UE a tout gagné en clarifiant sa position

et en sortant de son rôle de médiateur pour endosser à nouveau son maillot de leader ! Ce processus parallèle du MEM, qui n'est en effet qu'une tentative de sabotage des négociations orchestrée par l'administration Bush, est mort avant d'avoir commencé ! Il n'est pas envisageable de discuter en dehors du cadre de l'ONU, à moins que ce processus ne permette d'avancer plus rapidement sur des niveaux de réduction d'émissions chiffrés et contraignants pour les pays industrialisés et ne renforce par conséquent le processus multilatéral.

Le vice président Al Gore en a remis une couche, en marquant son souhait que Bali avance, même sans les Etats-Unis. On a retrouvé dans la bouche du récent prix Nobel, l'analyse dont fait part ECO depuis le début de la conférence : les USA sont ici pour bloquer tout progrès à Bali. Il faut donc avancer sans eux.

Optimiste quant à la suite du processus, Al Gore a ajouté : « Je le sais par expérience, quand une situation bloquée évolue positivement, c'est souvent dans les dernières quarante-huit heures. J'espère que certains pays vont changer de position, et en particulier le mien ».

ECO espère maintenant que le discours d'Al Gore encouragera certains pays à se détacher des USA et de leur position de "looser" !

* * Dernière minute * *

Les Etats-Unis échouent dans leur tentative de rompre les discussions !

Les Etats-Unis ont lancé hier une dernière offensive pour bloquer toute avancée sur la feuille de route de Bali en tentant de torpiller le protocole de Kyoto pour le remplacer par un cadre volontaire et non contraignant. Les délégués en sont restés bouche bée. Cependant, juste après cela, les négociations franches ont commencé, pour se terminer un peu après 3 heures du matin. Les délégués reprendront leurs discussions à 10h. Ils vont se concentrer aujourd'hui sur le niveau d'ambition du processus qui va être lancé à Bali.

L'administration Bush persiste à nier ses obligations juridiques et morales et doit être tenue pour responsable du blocage des négociations. Sa proposition consiste à permettre à chaque pays de choisir l'approche qu'il souhaite adopter. En l'état actuel, le texte ne contient aucune incitation pour que les pays contribuent davantage à la lutte contre le changement climatique.

Il n'y a rien sur un partage équitable des réductions d'émissions, rien sur les efforts comparables, et cette proposition est truffée d'ambiguïtés qui permettraient aux pays de se dédouaner de leurs obligations.

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie le MEDAD, la Fondation Prince Albert II de Monaco et tous ceux qui ont participé à la rédaction : M. Créach, D. Vandaele, A. Chetaille, B. Faraco, E. Moorhouse et l'équipe de ECO anglais. ECO en français est disponible sur : www.rac-f.org

REDD : Risque de retour en arrière

Le mécanisme et les politiques REDD doivent faire partie du paquet post-2012 et fournir suffisamment de ressources pour combattre les causes de la déforestation. Une aide au renforcement de capacité est nécessaire de la part des pays industrialisés, incluant une surveillance et des mode de mesures concrètes et robustes. Des dispositions doivent être prises pour les pays avec une surface de forêt importante et un faible taux de déforestation comme ceux du Bassin du Congo, pour assurer que la destruction ne se déplace pas simplement vers les zones avec un taux important d'éclaircissement.

Jusqu'à présent, ECO a noté des signaux forts de la plupart des pays en développement qui souhaitent participer à la protection des forêts et du climat. Cependant, il y a toujours un processus long et complexe à mettre en place avant que la lutte contre la déforestation ne se concrétise ! Cependant, ce mécanisme ne doit être accessible qu'aux PED et rester concentré sur la réduction des émissions dues à la déforestation. Pour les pays de l'Annexe I, l'utilisation des terres est déjà couverte par le protocole de Kyoto.

Lors des dernières discussions, des commentaires inquiétants ont été fait par les Etats-Unis pour essayer de minimiser le mécanisme REDD en le liant à la très large question de l'utilisation des terres dans le Dialogue, sous la Convention, ce qui ne doit pas arriver ! Le point le plus important d'un nouveau mécanisme REDD doit être la réduction des émissions issues de la déforestation. L'inclusion de la « conservation des forêts » et l'augmentation des stocks de carbone (comme les plantations) qui ne réduisent pas les émissions, risquent de bloquer les discussions pendant encore des années !

FOSSILE

Les jours se suivent et se ressemblent : les **USA**, le **Canada**, le **Japon** et la **Russie** se partagent un fossile d'or pour bloquer toute référence aux réductions de 25 à 40% d'ici 2020 dans la feuille de route de Bali.

Les **USA** récupèrent un fossile d'argent pour discuter de tout sauf du transfert de technologie à la table ronde sur... le transfert de technologies !

Le **Canada** se voit attribuer le fossile de bronze pour avoir quitté une réunion importante au moment où allaient commencer des négociations cruciales.

ECO a aussi choisi d'attribuer une « mention spéciale » à l'**Australie**, qui se présente en leader mais n'a pipé mot après que les USA, le Canada, le Japon et la Russie aient bloqué toute référence aux 25 à 40%.



Accords sectoriels : prudence...

Ces derniers temps, les accords sectoriels semblent avoir la cote auprès de nombreux pays de l'OCDE. Mais de quoi s'agit-il ? Ces accords fixent des objectifs spécifiques pour les industries intensives en carbone (dioxyde de carbone émis par tonne de ciment, d'acier ou de kilowatt-heure produit). ECO demande à tous les gouvernements de refuser l'entrée de ces accords dans le mandat de Bali, car ils ne doivent pas se substituer à l'établissement de plafonds nationaux d'émissions pour les pays industrialisés. Ces accords peuvent être facilement respectés, sans que les émissions de GES en valeur absolue ne décroissent pour autant.

Mais ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain ! Si les accords sectoriels sont bien élaborés (en réduisant les risques de fuites), surveillés et contrôlés de façon indépendante, ils pourraient servir éventuellement de catalyseurs d'innovations pour les secteurs industriels très intensifs en carbone de certains pays en développement comme les grands émergents.

Comment cela pourrait fonctionner ? Prenons le cas, dans une économie émergente, du secteur de la production électrique basée sur le charbon. Ce secteur pourrait adopter un objectif d'émissions de CO₂ par kilowatt-heure produit d'ici à 2020. Cet objectif conduirait à des réductions d'émissions substantielles par rapport à un scénario dit « au fil de l'eau ». Si ce pays dépasse son objectif, il pourrait vendre la différence sur le marché international de carbone. Mais

dans le cas contraire, il n'y aurait pas de pénalité pour la période d'engagement actuelle.

Idéalement, ce pays pourrait s'engager à atteindre cet objectif spécifique en intensité au cours de la prochaine période d'engagement. Cela ne va pas sans dire que l'objectif devra être basé sur des études solides. Etant donné que les PED à forte croissance modernisent déjà leurs infrastructures électriques et industrielles, un objectif de performance mal défini pourrait conduire à une croissance des émissions proche d'un scénario « au fil de l'eau ».

La demande en crédits issus de ces accords sectoriels ne pourra découler que d'engagements de réduction beaucoup plus ambitieux de la part des pays industrialisés. Plus les engagements seront fermes, plus la demande sera élevée et plus importants seront les investissements en technologies sobres en carbone dans les PED. Les accords sectoriels devront être accompagnés par des financements substantiels à destination des technologies dans les PED. Cela pourrait couvrir la différence de coûts entre le charbon conventionnel et les technologies faibles en carbone.

Cependant, le plus important dans cette histoire, est que cette nouvelle approche nous aide à rester en dessous des 2°C et à renverser la courbe des émissions. Pour cela, ECO le redit, les accords sectoriels devront être suffisamment stricts.